

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AFR 54/043/2006 (Public)
Bulletin n° : 223
ÉFAI
28 août 2006

Embargo : 28 août 2006 00h01 TU

Soudan. L'accroissement du dispositif militaire du gouvernement au Darfour est le signe qu'une crise des droits humains menace

Amnesty International a signalé ce lundi 28 août 2006 que la concentration de troupes soudanaises au Darfour risquait de provoquer très prochainement une catastrophe des droits humains, et elle a exhorté le Conseil de sécurité à prendre immédiatement des mesures pour protéger la population dans la région.

« Des témoins oculaires à el Fasher, dans le nord du Darfour, nous disent que l'armée gouvernementale soudanaise apporte chaque jour par avion des hommes et des armes, a déclaré Kate Gilmore, secrétaire générale adjointe exécutive d'Amnesty International. Les personnes déplacées au Darfour sont terrifiées à l'idée que les soldats qui les ont chassées de leur maison et de leur village puissent maintenant être envoyés soi-disant pour les protéger. »

L'organisation a appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à exercer le maximum de pressions sur le Soudan – y compris en imposant de nouvelles sanctions ciblées aux autorités soudanaises – pour qu'il accepte l'envoi d'une force de maintien de la paix des Nations unies au Darfour.

Le Conseil de sécurité doit se réunir ce lundi 28 août 2006 pour élaborer un projet de résolution sur la crise au Darfour.

Le gouvernement soudanais a proposé son propre plan de protection pour la population du Darfour, qui prévoit semble-t-il l'envoi de 26 000 soldats de l'armée gouvernementale dans la région.

« Le "programme de protection" du gouvernement soudanais est une imposture et doit être fermement rejeté, a déclaré Kate Gilmore. Comment le Soudan, qui semble sur le point de lancer sa propre offensive au Darfour, peut-il proposer d'assurer le maintien de la paix dans un conflit dont il est l'un des principaux protagonistes et auteurs de graves violations des droits humains ? »

Le 29 juillet 2006, le gouvernement soudanais a bombardé des villages dans le Nord du Darfour, en violation d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies de mars 2005 interdisant les offensives aériennes au Darfour. Les groupes armés d'opposition se sont également rendu coupables de graves atteintes aux droits humains, y compris des attaques contre des convois humanitaires.

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>